



EN SYNTHÈSE

L'ACTIVITÉ ENCORE POSITIVE EN 2018 S'ANNONCE EN DEMI-TEINTE POUR 2019

La croissance de l'activité de l'artisanat du bâtiment enregistre une hausse de 2,5 % en volume en 2018 (comme en 2017). Cependant, on constate un ralentissement en fin d'année, la croissance passant de 2,5 % au 1^{er} trimestre à 2 % au 4^e trimestre, avec un pic de 3,5 % au 2^e trimestre. Ainsi, après 12 trimestres de hausse d'activité, l'année 2019 s'annonce plus incertaine.

Mémo 4^e trim. 2018

Activité globale **↗+2,0%**

Neuf **↗+4,0%**

Entretien-Rénovation
↗+1,0%

Prévisions 2019

Activité globale **↗+0,5%**

Neuf **↗-0,5%**

Entretien-Rénovation
↗+1,0%

Le quatrième trimestre 2018 enregistre une progression de 4 % dans le neuf (comme au trimestre précédent) et un accroissement plus mesuré dans l'entretien-amélioration avec 1 % (contre 1,5 % au trimestre précédent) ce qui représente une croissance de 2 % dans l'artisanat du bâtiment.

Ainsi, la reprise observée dans le neuf en 2016 et en 2017 s'est confirmée en 2018 avec une progression annuelle de 5 % dans l'artisanat du bâtiment. Pour autant, ce dynamisme devrait fléchir dans les prochains mois en raison d'une baisse des autorisations et des permis de construire. En effet, à novembre 2018, 473 000 logements (en données brutes cumulées sur douze mois) ont été autorisés à la construction et 415 500 logements ont été mis en chantier, soit une baisse respective de -0,6 % et -5,2 % (par rapport au cumul des douze mois précédents). Les logements individuels purs et les logements en résidence sont particulièrement en recul.

L'activité en entretien-amélioration dans l'artisanat du bâtiment enregistre, quant à elle, une croissance annuelle stable de 1 % (comme en 2017). L'activité des travaux de performance énergétique des logements enregistre une hausse de 1,5 % sur l'année (contre 2,5 % en 2017) et subit le contrecoup du recentrage du CITE en affichant une croissance mesurée de 1 % au 3^e et 4^e trimestre 2018.

En ce qui concerne les différents métiers de l'artisanat du bâtiment, ils enregistrent des progressions d'activité plutôt homogènes comprises entre +1,5 % et +2,5 % au quatrième trimestre.

Les régions enregistrent une croissance plus modeste de leur activité par rapport à la même période de l'année précédente, l'Occitanie, les Hauts-de-France, la Bretagne, les Pays de la Loire et la Bourgogne-Franche-Comté se positionnent légèrement au-dessus de la moyenne nationale de 2 %.

Quant aux carnets de commandes, ils représentent désormais 76 jours de travail (soit 11 jours de moins qu'un an auparavant).

Mieux orientée depuis deux trimestres, la situation de trésorerie des artisans du bâtiment commence à se dégrader légèrement en fin d'année. Ainsi, on observe une hausse du nombre d'entreprises déclarant un besoin de trésorerie passant à 22 % en janvier 2019 (contre 18 % un an auparavant).

L'année 2019 devrait connaître une croissance plus mesurée aux alentours de 0,5 %.

En effet, cette année devrait être marquée par une activité contrastée avec un premier semestre 2019 s'inscrivant dans la suite du second semestre 2018, alors que le second semestre 2019 devrait subir un ralentissement plus prononcé en raison de l'activité de la construction neuve.

VOLUME D'ACTIVITÉ

Un ralentissement progressif de l'activité au 4^e trimestre 2018

La croissance de l'activité de l'artisanat du bâtiment observée au quatrième trimestre 2018 ralentit encore et atteint 2 % par rapport au même trimestre de l'année précédente (en progression de 3,5 %).

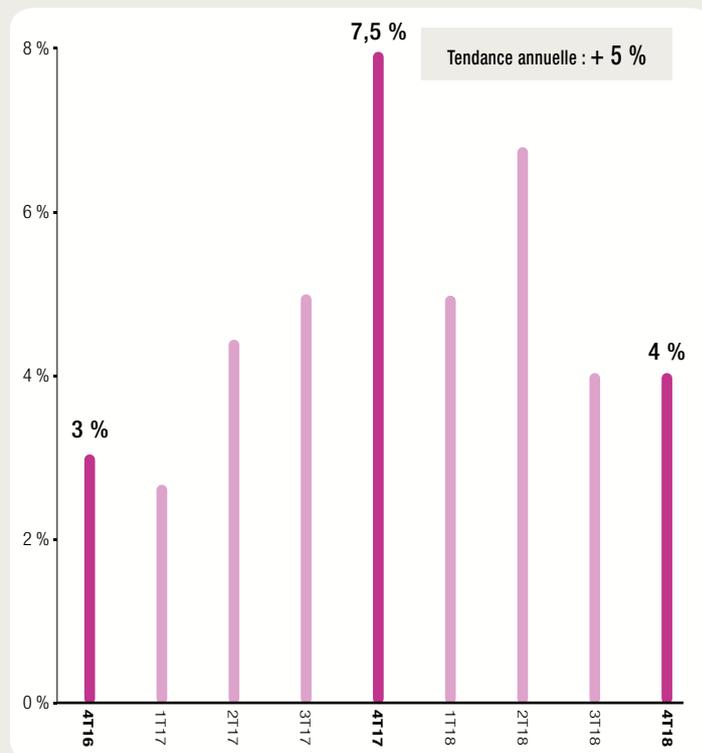
La construction neuve se stabilise à 4 % (contre 7,5 % au même trimestre de l'année précédente). L'activité entretien-rénovation quant à elle, décélère et affiche une croissance mesurée de + 1 % ce trimestre.

Le volume des travaux d'Amélioration de la Performance Énergétique des Logements demeure en progression de 1 % pour le deuxième trimestre consécutif.

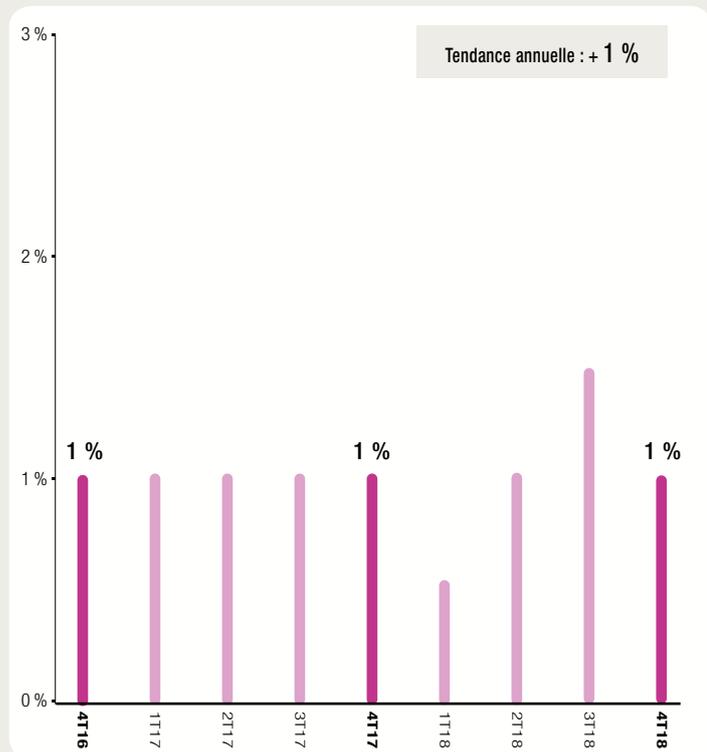
Activité globale



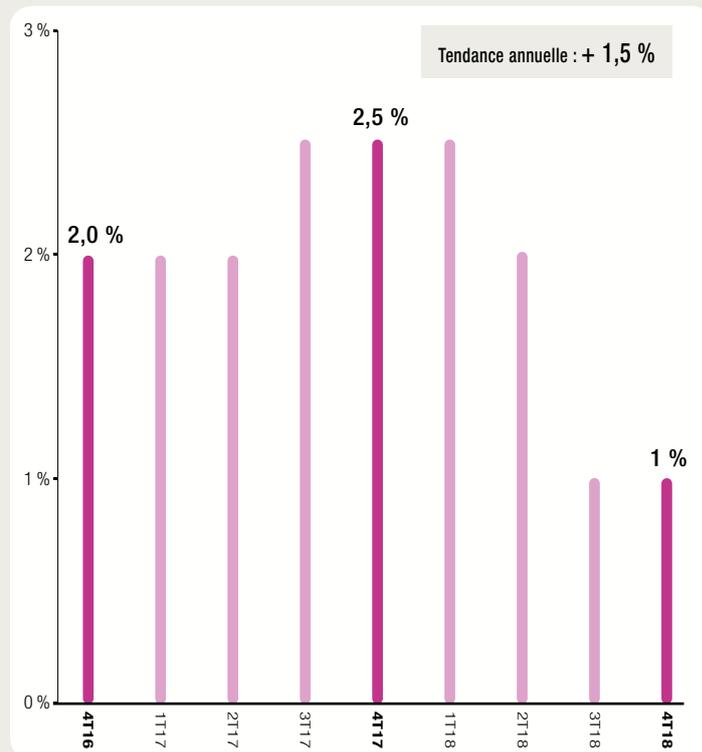
Construction neuve



Entretien-rénovation (incluant les travaux de performance énergétique)



Travaux d'Amélioration de Performance Énergétique du Logement (APEL)



Sources CAPEB I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

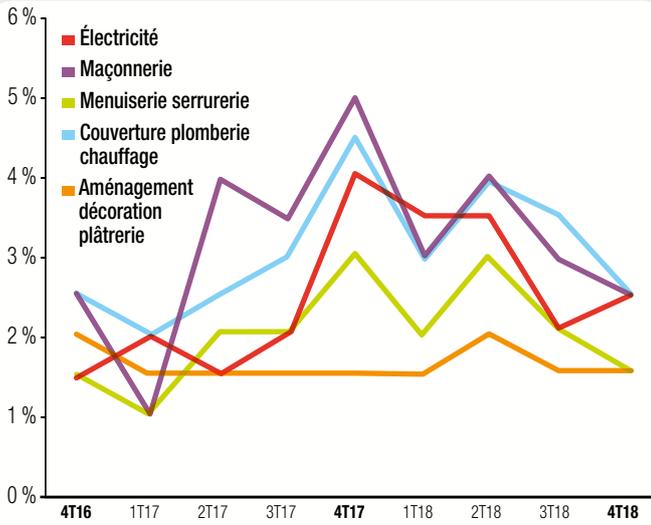
ACTIVITÉ

ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

Une croissance plus homogène ce trimestre

Les évolutions sont très homogènes en cette fin d'année, l'ensemble des corps de métiers voient leur activité ralentir (sauf l'électricité) même si elle continue à croître entre + 1,5 et + 2,5 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Les entreprises de couverture-plomberie-chauffage, d'électricité et de maçonnerie enregistrent les croissances les plus soutenues avec + 2,5 %. La menuiserie-serrurerie et l'aménagement-décoration se positionnent en léger retrait avec une progression de 1,5 %.



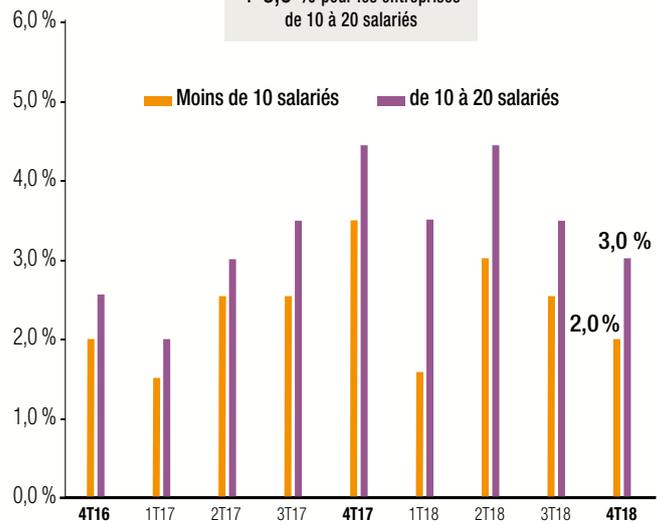
Source : CAPEB I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE

L'activité ralentit pour l'ensemble des entreprises

Toutes les entreprises artisanales voient la croissance de leur activité ralentir ce trimestre. Toutefois, les entreprises entre 10 et 20 salariés enregistrent une progression plus dynamique de l'activité de + 3 % au 4^e trimestre (soit un demi-point de moins qu'au trimestre précédent) contre + 2 % pour celles de moins de 10 salariés (soit un demi-point de moins qu'au trimestre précédent).

Tendance annuelle :
+ 2,5 % pour les entreprises de moins de 10 salariés
+ 3,5 % pour les entreprises de 10 à 20 salariés



Source : CAPEB I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR RÉGION

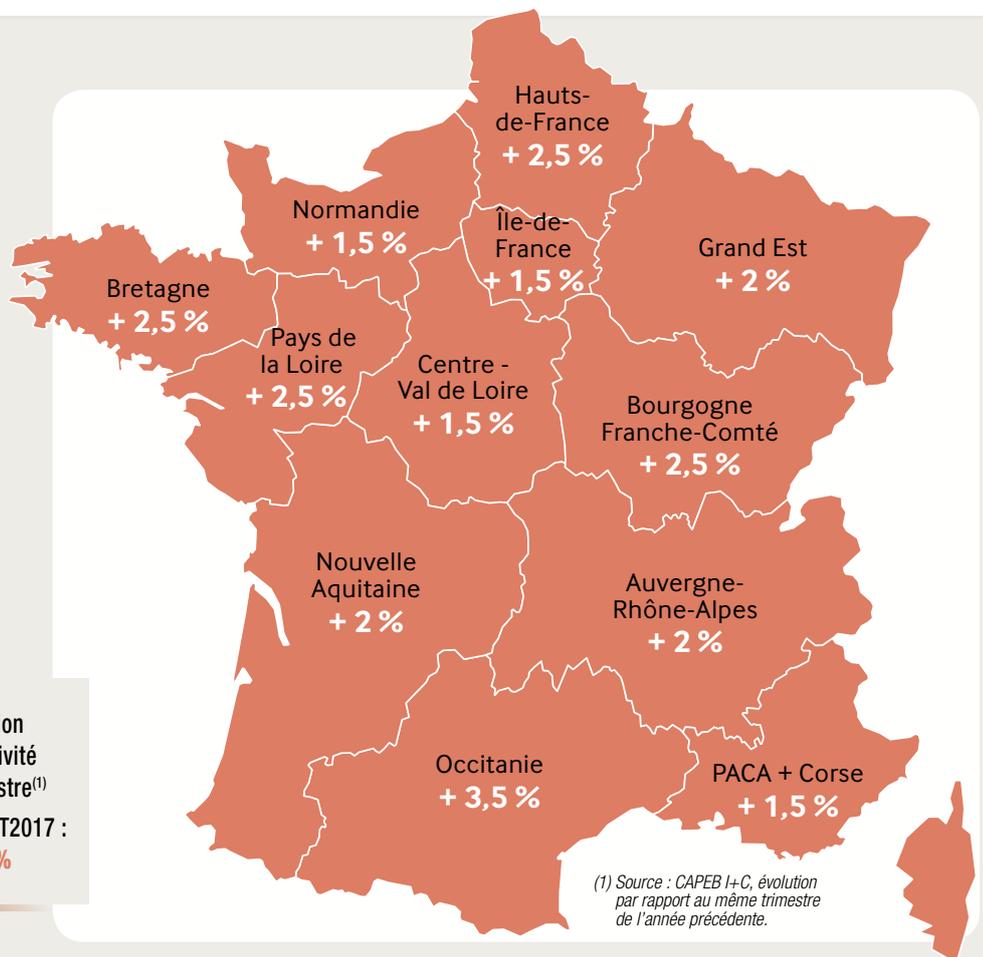
Activité réalisée au 4T2018

Au quatrième trimestre, l'évolution de l'activité des entreprises artisanales montre peu de disparités régionales avec des hausses comprises entre 1,5 et 3,5 %.

L'Occitanie se distingue par son dynamisme avec 3,5 % de progression, les régions Hauts-de-France, Bretagne, Pays de la Loire et Bourgogne-Franche-Comté se positionnent également au-dessus de la moyenne nationale avec + 2,5 %.

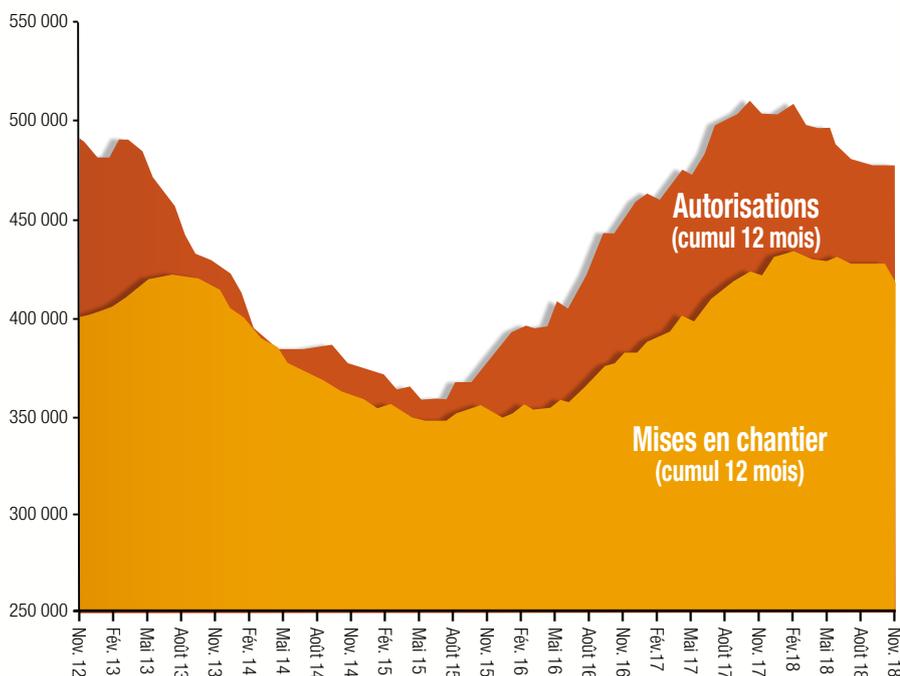
L'activité des entreprises artisanales des régions Île-de-France, Normandie, Centre-Val de Loire et PACA-Corse n'enregistre qu'une hausse de 1,5 % au quatrième trimestre.

Situation de l'activité du trimestre⁽¹⁾
4T2018 / 4T2017 :
+ 2 %



(1) Source : CAPEB I+C, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS



Les mises en chantier

Entre décembre 2017 et novembre 2018, le nombre de logements commencés s'établit à 415 500 (en cumul sur douze mois), soit une légère baisse de 0,6 % par rapport à la même période de l'année précédente (de décembre 2016 à novembre 2017). Cette baisse s'explique notamment par le recul de l'individuel pur (- 3,7 %) et des logements en résidence (- 4 %).

La baisse des permis de construire de logements déposés sur douze mois cumulés est encore supérieure puisqu'elle affiche un recul de 5,2 % et s'établit à 473 000, une baisse également portée par les logements individuels purs (- 6,8 %) et plus encore par les logements en résidence (- 13,1 %).

Cette baisse des permis laisse présager un ralentissement significatif de l'activité en construction neuve pour 2019.

Type de logements autorisés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin novembre 2018)

Variation (décembre 2017 à novembre 2018 / décembre 2016 à novembre 2017)

Individuels purs	136 600	- 6,8 %
Individuels groupés	52 400	+ 4,0 %
Collectifs	251 000	- 4,9 %
Logements en résidence	33 100	- 13,1 %
Total	473 000	- 5,2 %

Source : MTes (en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles

Type de logements commencés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin novembre 2018)

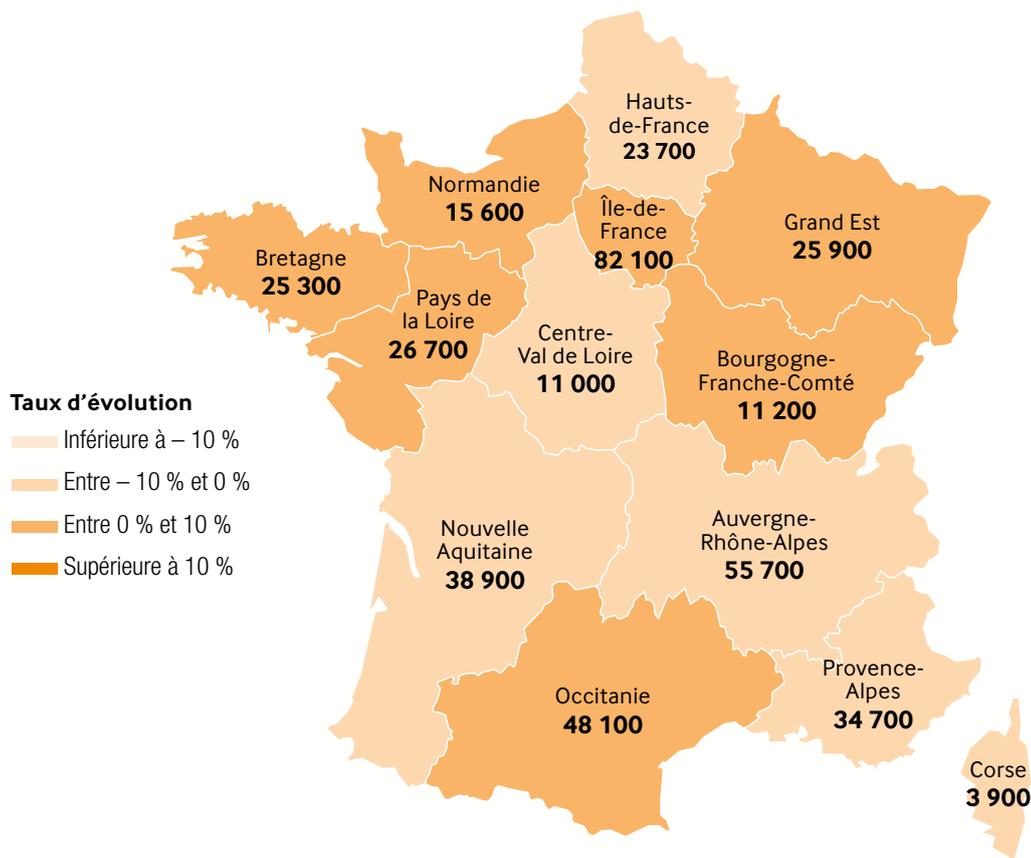
Variation (décembre 2017 à novembre 2018 / décembre 2016 à novembre 2017)

Individuels purs	126 400	- 3,7 %
Individuels groupés	44 100	- 1,4 %
Collectifs	216 000	+ 2,0 %
Logements en résidence	29 000	- 4,0 %
Total	415 500	- 0,6 %

Source : MTes (en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS PAR RÉGION

LOGEMENTS COMMENCÉS (DÉCEMBRE 2017 À NOVEMBRE 2018)



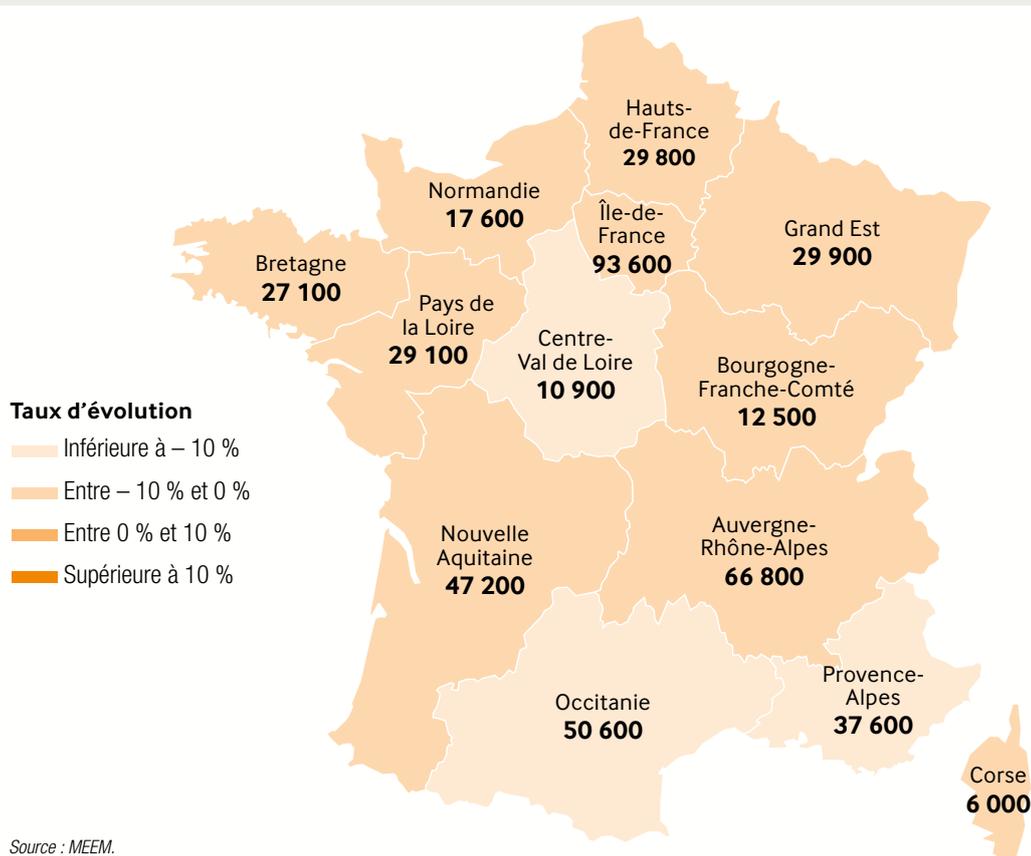
Au niveau national, le nombre de logements mis en chantier, cumulés sur douze mois (de décembre 2017 à novembre 2018), a reculé de 0,6 % (par rapport à la même période l'année précédente), soit 415 500 logements commencés.

Ainsi, les régions Hauts de France, Nouvelle Aquitaine, PACA et Corse continuent d'afficher un recul de leurs mises en chantier au cours des 12 derniers mois tout comme le Centre-Val de Loire et l'Auvergne-Rhône-Alpes.

À l'inverse de la tendance nationale, les mises en chantiers ont progressé dans plus de la moitié des régions.

Grille de lecture : dans la région Grand-Est le nombre de logements mis en chantier cumulés sur une période d'un an, allant de décembre 2017 à novembre 2018, a enregistré une hausse comprise entre 0 % et 10 % par rapport à la même période un an auparavant (décembre 2016 à novembre 2017). Ainsi à la fin novembre 2018, le cumul sur un an de logements mis en chantier s'établissait à 25 900.

LOGEMENTS AUTORISÉS (DÉCEMBRE 2017 À NOVEMBRE 2018)



Au niveau national, les permis de construire affichent un recul de 5,2 % au cours des 12 derniers mois (de décembre 2017 à novembre 2018 par rapport à la même période de l'année précédente), soit 473 000 autorisations.

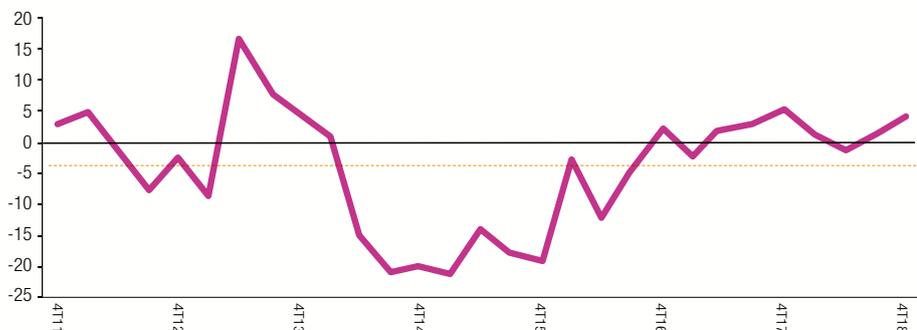
Le nombre de permis a baissé dans l'ensemble des régions. Pour le Centre Val de Loire, l'Occitanie et la Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce recul est supérieur à 10 %.

Grille de lecture : dans la région Grand Est, le nombre de permis de construire cumulés sur une période d'un an, allant de décembre 2017 à novembre 2018, a enregistré une baisse comprise entre -100 % et 0 % par rapport à la même période un an auparavant (décembre 2016 à novembre 2017). Ainsi à la fin novembre 2018, le cumul sur un an de permis de construire s'établissait à 29 900.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un solde d'opinions qui repart à la hausse

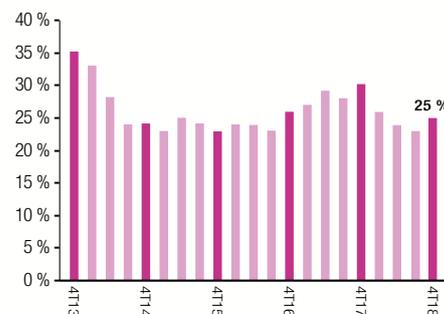
9 % des entreprises enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires réalisé pour le compte des collectivités locales tandis que 12 % constatent une hausse (soit un solde de + 3 points contre - 4 en moyenne sur longue période).



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en rose : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

25 % des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

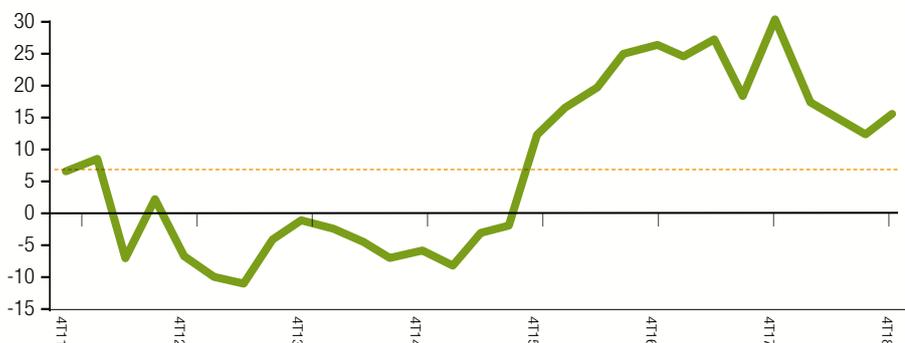
Une entreprise sur quatre a réalisé des travaux pour le compte des collectivités locales.



SOUS-TRAITANCE

Un solde d'opinions encore élevé

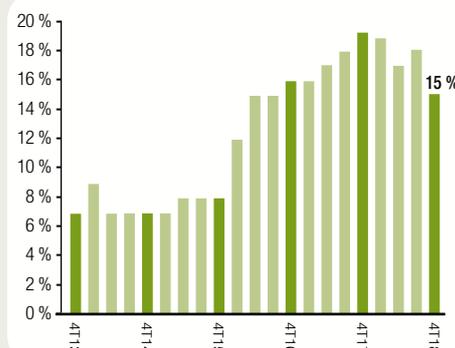
6 % des entreprises notent une baisse de leur activité réalisée en sous-traitance tandis que 22 % constatent une progression. Le solde d'opinion s'établit à + 16 points et reste supérieur à la moyenne à long terme qui est de 7,2 points.



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en vert : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

15 % des entreprises en sous-traitance

La part d'entreprises réalisant des travaux en sous-traitance baisse à 15 %, et se retrouve son niveau du 3^e trimestre 2016.



ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens cumulés sur les douze derniers mois (en milliers)



Source : CGEDD d'après DGFIP (MEDOC) et bases notariales

957 000 logements anciens vendus

En octobre 2018, on totalise 957 000 ventes de logements anciens (en cumul sur 12 mois), soit une légère hausse de 0,4 % sur un an.

COMMANDES

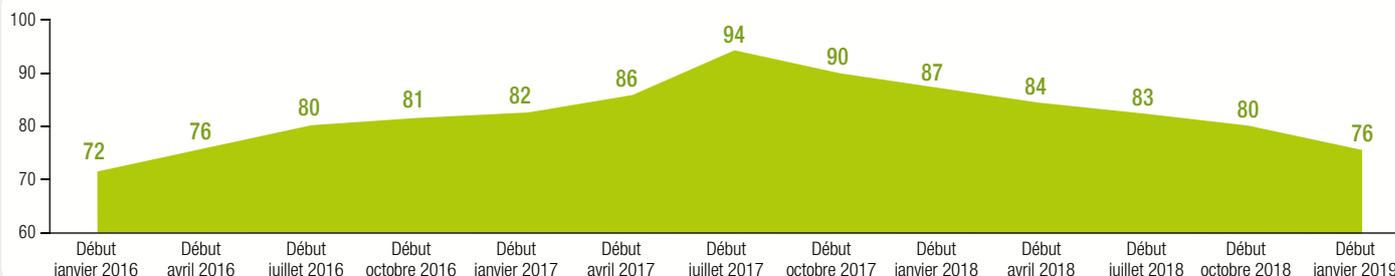
CARNETS DE COMMANDES

Le nombre de jours des carnets de commandes poursuit sa baisse

Les carnets de commandes représentent 76 jours de travail au 4^e trimestre 2018 (soit 11 jours de moins qu'un an auparavant et 4 jours de moins qu'au trimestre précédent) et baissent depuis 6 trimestres consécutifs.

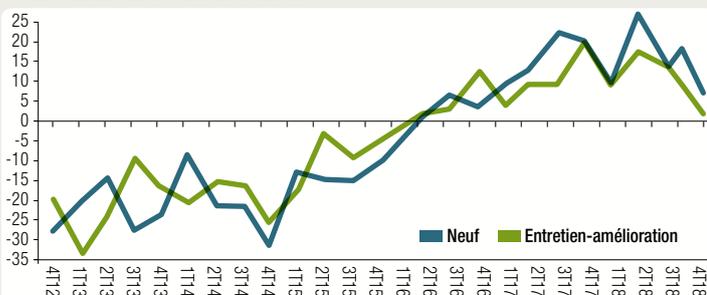
Les carnets de commandes se renouvellent avec de plus en plus de difficultés en entretien-rénovation comme en construction neuve quelque que soit la taille des entreprises.

Évolution des carnets de commandes en nombre de jours



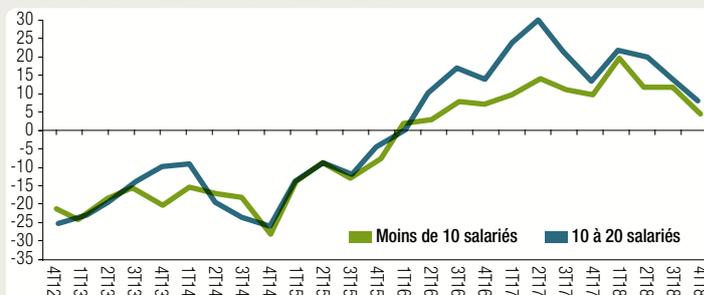
Source : CAPEB I+C.

Neuf / Entretien-amélioration



Source : CAPEB I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

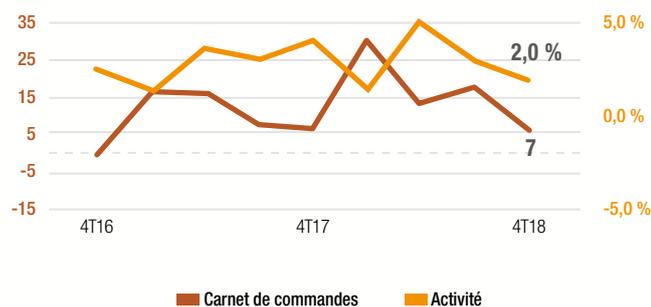
Moins de 10 salariés / 10 à 20 salariés



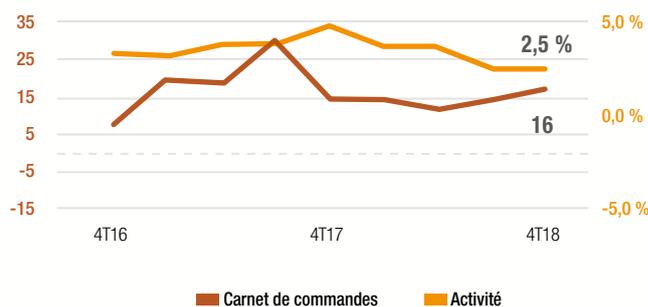
Source : CAPEB I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGIONS

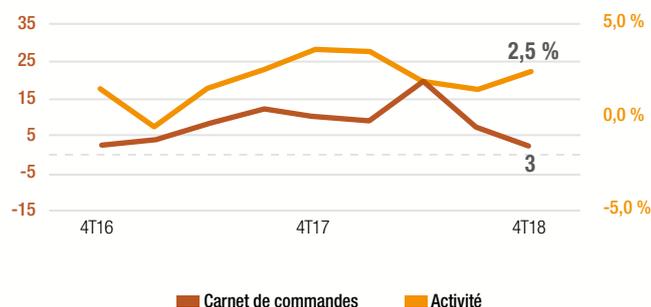
Auvergne-Rhône-Alpes



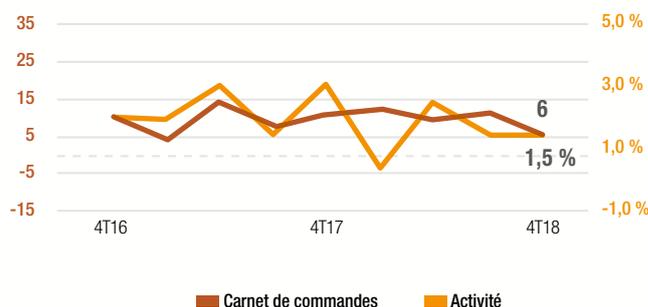
Bretagne



Bourgogne-Franche-Comté

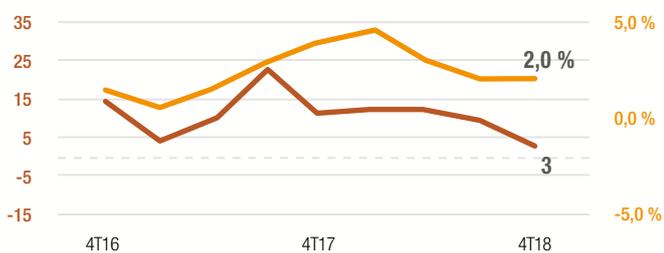


Centre Val de Loire



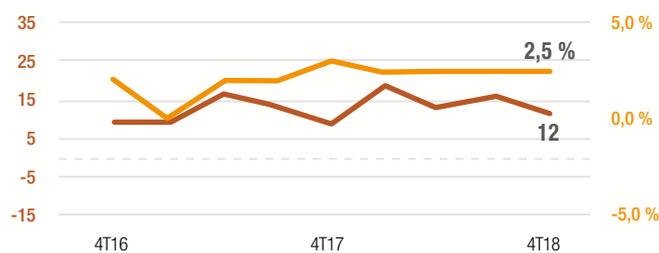
CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGIONS

Grand Est



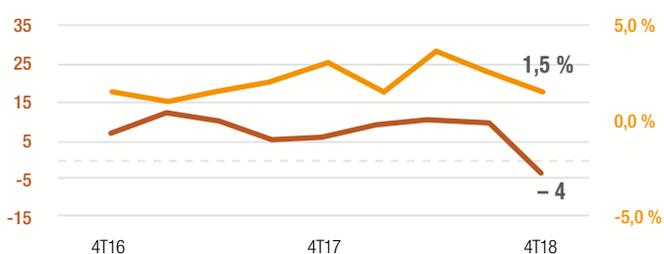
■ Carnet de commandes ■ Activité

Hauts-de-France



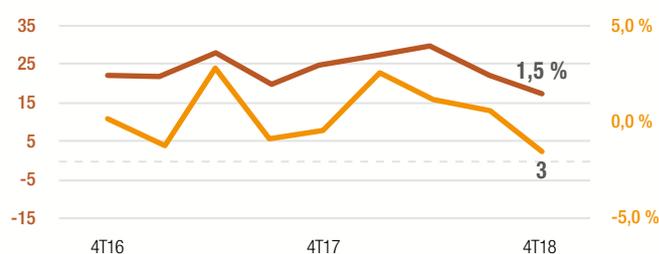
■ Carnet de commandes ■ Activité

Île-de-France



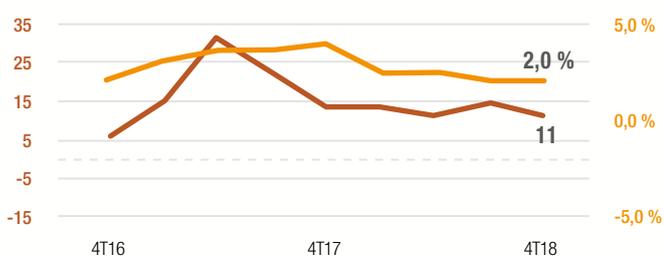
■ Carnet de commandes ■ Activité

Normandie



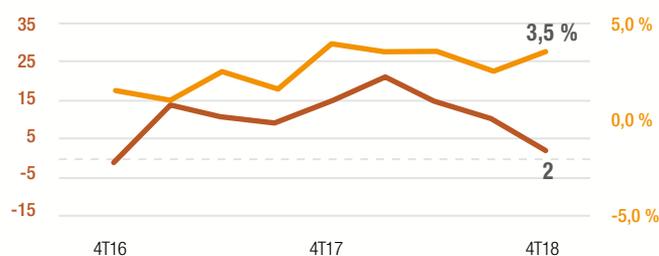
■ Carnet de commandes ■ Activité

Nouvelle Aquitaine



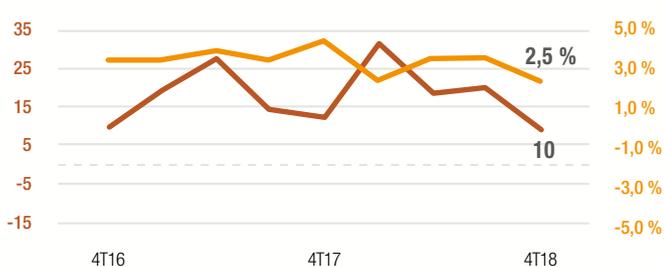
■ Carnet de commandes ■ Activité

Occitanie



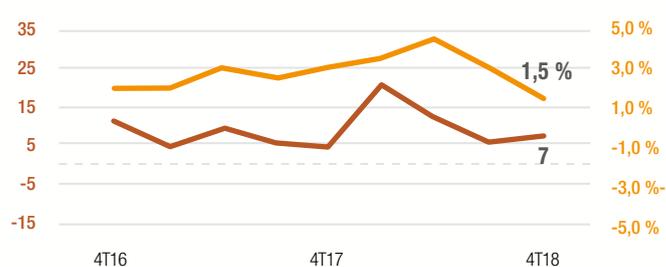
■ Carnet de commandes ■ Activité

Pays de la Loire



■ Carnet de commandes ■ Activité

Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse



■ Carnet de commandes ■ Activité

Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au même trimestre de l'année précédente (en jaune : activité et en rouge : solde d'opinions sur les carnets de commandes).

PRIX ET COÛTS

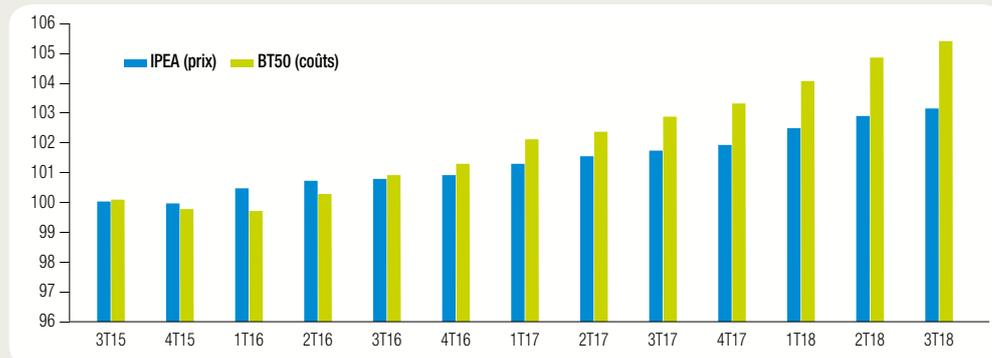
ENTRETIEN-AMÉLIORATION DU LOGEMENT : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

Des prix qui continuent d'augmenter moins rapidement que les coûts

Au 3^e trimestre 2018, les prix augmentent de + 1,5 % par rapport au même trimestre l'année précédente (après 1,4 %), en parallèle, les coûts augmentent de + 2,5 % sur la même période.

L'augmentation globale des prix est présente sur tous les types de travaux notamment dans les travaux de couverture (+ 2,3 % après 2,7 %) tout comme dans les travaux de plomberie, installation de chauffage et de conditionnement d'air (+ 2,3 % après 1,3 %).

Évolution comparée des prix et des coûts



Source : MEEM ET INSEE, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente – base 100 en 2015.

Évolution des prix par corps de métiers pour les bâtiments résidentiels et non résidentiels (3T2018/ 3T2017)

Indice des prix des travaux d'entretien-amélioration (IPEA)	Évolution
4321 - Installation électrique	+1,5 %
4322 - Plomberie, installation de chauffage et de conditionnement d'air	+1,6 %
4329 - Autres travaux d'installation	+2,3 %
4331 - Plâtrerie	+0,7 %
4332 - Menuiserie	+1,4 %
4332 - Menuiserie	+1,1 %
4333 - Revêtement des sols et des murs	+0,9 %
4334 - Peinture et vitrerie	+0,9 %
4391 - Couverture	+1,5 %
4399 - Autres travaux de construction spécialisés	+2,3 %
4399 - Autres travaux de construction spécialisés	+0,8 %

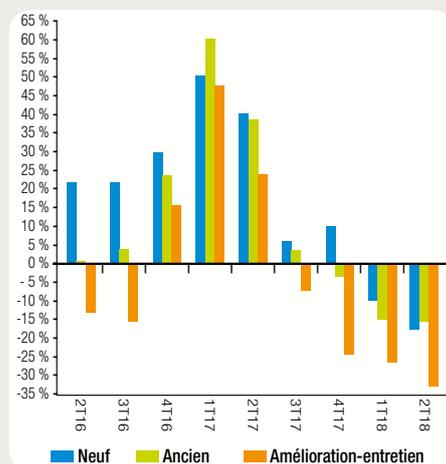
Source : INSEE et MEEM – À compter du 1^{er} trimestre 2018, les indices des prix des travaux d'entretien-amélioration des bâtiments (IPEA) sont publiés en référence 100 en 2015 et chaînés annuellement.

CRÉDITS À L'HABITAT POUR LES PARTICULIERS

Le montant global des crédits en nette baisse : – 17,1 %

Les montants de crédits accordés pour l'achat d'un logement neuf baissent : – 18,9 % au 2^e trimestre 2018 (par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Tout comme les crédits destinés à l'acquisition de logements anciens et aux travaux d'entretien-amélioration, –15,3 % et –32,4 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.



Source : Banque de France.

Évolution du taux d'épargne des ménages

Au 3^e trimestre 2018, la consommation des ménages en volume progresse au même rythme que le pouvoir d'achat. Par conséquent, le taux d'épargne des ménages est quasi stable : il s'établit à 14,4 % après 14,5 % au 2^e trimestre 2018.



Source : INSEE. Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le brut.

MÉMO

Indice des prix à la consommation

Valeur en novembre 2018	Évolution annuelle (M/M-12)
103,14	+ 1,6 %

Indice du coût de la construction

Valeur au 3T18	Évolution annuelle (T/T-4)
1 733	+ 3,77 %

Indice de référence des loyers

Valeur au 4T18	Évolution annuelle (T/T-4)
129,03	+ 1,74 %

Source : INSEE, indice base 100 au 4^e trimestre 1998

INDEX BT

Valeur en septembre 2018	Évolution annuelle (T/T-4)
111,8	+ 2,5 %

Source : MEEM, parution au JO le 15/09/2018, base 100 en 2010

COURS DES MÉTAUX

Aluminium

En dollars/tonne en novembre 2018	Évolution annuelle (M/M-12)
1 936,7	- 7,8 %

Cuivre

En dollars/tonne en novembre 2018	Évolution annuelle (M/M-12)
6 192,4	- 9,3 %

Zinc

En dollars/tonne en novembre 2018	Évolution annuelle (M/M-12)
2 594,0	- 19,8 %

PRIX DE VENTE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION*

Céramiques et mat. de const.

Valeur en novembre 2018	Évolution annuelle (M/M-12)
102,4*	+ 2,9 %

Béton prêt à l'emploi

Valeur en novembre 2018	Évolution annuelle (M/M-12)
102,7*	+ 3,6 %

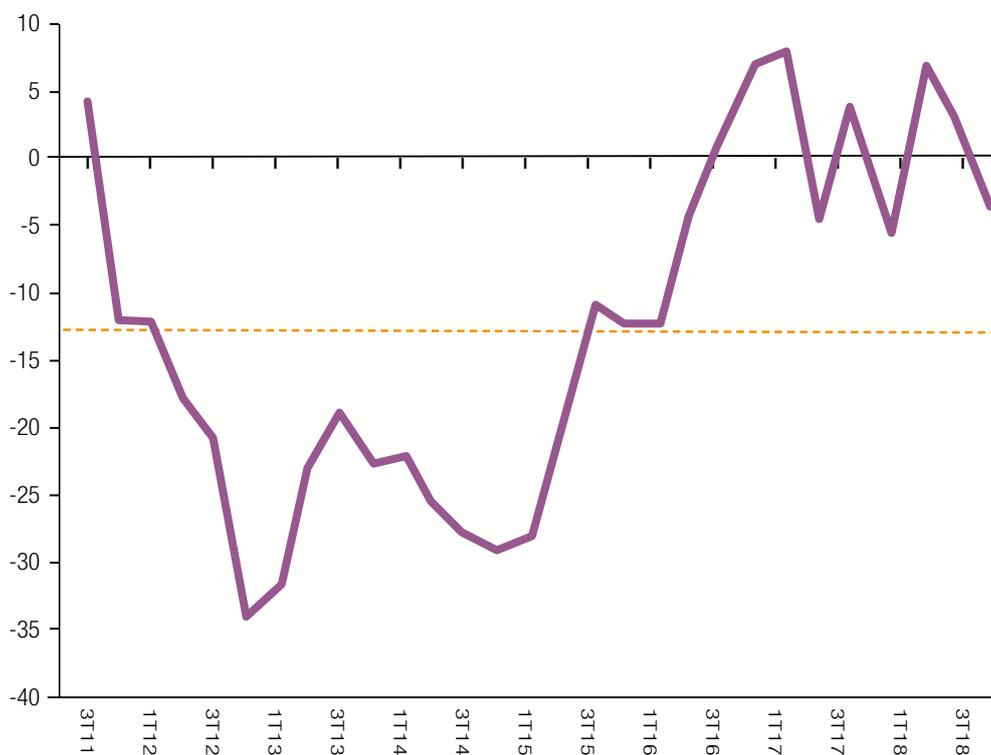
Produits sidérurgiques de base et ferroalliages

Valeur en novembre 2018	Évolution annuelle (M/M-12)
113,7*	+ 5,0 %

Source : INSEE, indice base 100 en 2015.

* Valeurs provisoires

BESOINS DE TRÉSORERIE

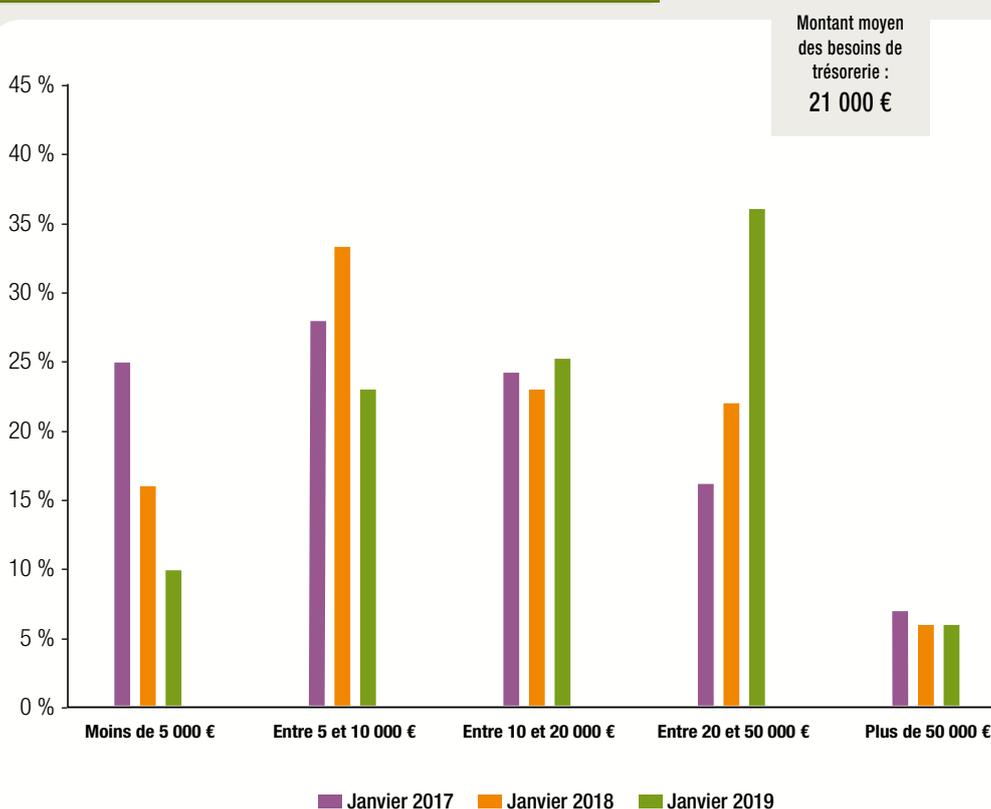


Source : CAPEB I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent (en violet : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

Une trésorerie qui se dégrade ce trimestre

Le solde d'opinions concernant la trésorerie redevient négatif et s'établit à - 3 points (contre - 12,6 points pour la moyenne de long terme) avec 15 % des entreprises déclarant une détérioration de leur trésorerie et 12 % une amélioration.

RÉPARTITION DES BESOINS DE TRÉSORERIE



Source : CAPEB I+C.

Les besoins de trésorerie diminuent

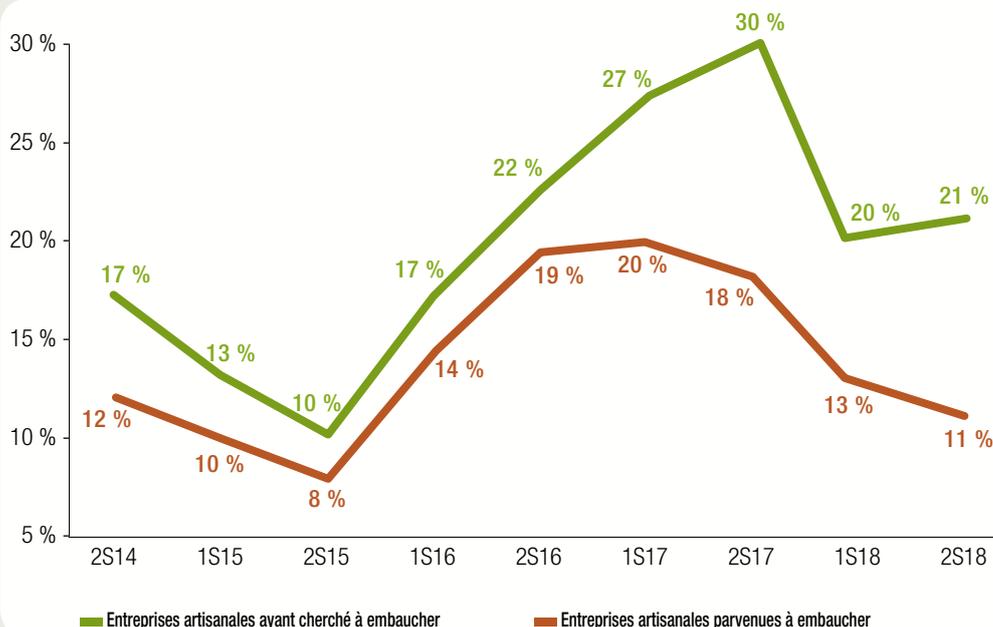
Au 4T18, 22 % des entreprises font état de besoins de trésorerie (contre 23 % au même trimestre de l'année précédente), dont 67 % d'entre elles déclarent un besoin supérieur à 10 000 €.

Le montant moyen des besoins de trésorerie de ces entreprises atteint 21 000 € (contre 19 000 € un an auparavant).

Au 4^e trimestre 2018, 14 % des entreprises déclarent une baisse des marges, contre 5 % une hausse, soit un solde d'opinions toujours négatif de - 9 points.

LES EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Recrutements réalisés



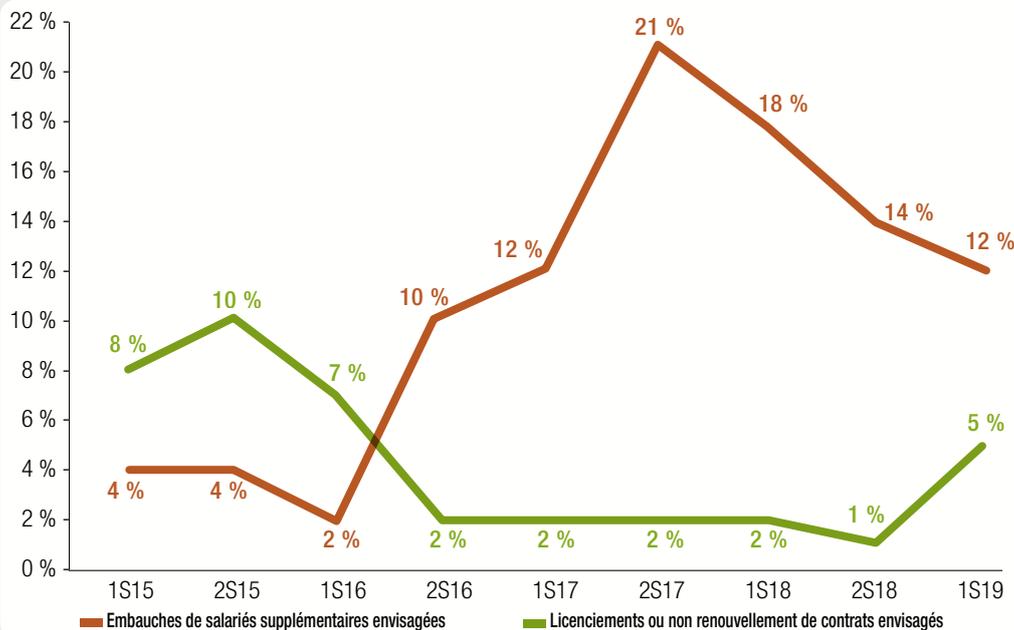
Source : CAPEB – I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

21 % des entreprises artisanales ont cherché à embaucher au cours du second semestre 2018.

Près de 10 % d'entre elles (hors entreprises artisanales de 0 salarié) ne sont pas parvenues à satisfaire leurs besoins de main-d'œuvre.

LES INTENTIONS D'EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Évolutions de l'emploi envisagées



Source : CAPEB – I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

En janvier 2019, le nombre d'entreprises souhaitant embaucher est supérieur au nombre d'entreprises envisageant de licencier ou de ne pas renouveler des contrats.

83 % des entreprises prévoient de maintenir l'emploi à son niveau actuel au premier semestre 2019 (contre 80 % au premier semestre 2018).

12 % des entreprises pensent embaucher des salariés supplémentaires (contre 18 % un an auparavant). Ces intentions d'embauche concernent aussi bien des remplacements (départ en retraite, CDD...) qu'un surcroît d'activité.

5 % des chefs d'entreprise envisagent de licencier ou de ne pas renouveler les contrats au premier semestre 2019.

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

Créations : + 10,8 %

Au 3^e trimestre 2018, 17 162 créations (y compris micro entrepreneurs) ont été enregistrées **dans le BTP** (+ 10,8 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Source : INSEE.

Défaillances : + 3,4 %

Au 3^e trimestre 2018, 2 228 défaillances d'entreprises ont été enregistrées **dans le bâtiment** (+ 3,4 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Source : Banque de France.

EMPLOI DANS LE BTP

Emploi salarié

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 371 000 au 3T 2018, soit + 2,2 % sur un an (contre + 0,7 % dans l'ensemble de secteurs). Sur les 3 derniers mois, l'emploi continue de progresser (+ 0,4 % comme au trimestre précédent).

Emploi intérimaire

Au 3^e trimestre 2018, le secteur de la construction totalise à plus de 145 000 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein) contre 137 000 au même trimestre de l'année précédente. L'intérim est donc en hausse (+ 6 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) s'établit à 9,6 %.



EMPLOI SALARIÉ DANS LES ENTREPRISES DU BTP DE MOINS DE 20 SALARIÉS

Évolution de l'emploi salarié dans les entreprises de moins de 20 salariés du BTP

Au 2^e trimestre 2018, l'emploi continue de progresser dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés et affiche une hausse de 1,2 % sur un an.

L'emploi salarié dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés s'établit à 704 531 au 2^e trimestre 2018 (contre 696 341 au 2T2017).

